

Questions orales

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, le pacte de l'automobile a été conclu entre le Canada et les États-Unis. Il ne peut donc faire l'objet de négociations à Genève parce que les négociations du GATT sont multilatérales.

LE COÛT DU SOUTIEN DU COURS DU DOLLAR

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Finances porte sur la nouvelle, annoncée par le gouvernement, qu'il a l'intention de poursuivre sa politique absurde qui consiste à emprunter pour soutenir le dollar canadien. Étant donné qu'à l'heure actuelle, le gouvernement a soit emprunté, soit réservé des crédits de 4 milliards et qu'il négocie l'emprunt d'un autre milliard, j'aimerais que le ministre des Finances confirme que le taux d'intérêt prélevé sur cette somme monumentale coûte par jour aux contribuables canadiens \$750,000 environ.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cela est faux. J'ai déjà répondu à cette question. Comme nous empruntons ces sommes à l'étranger, nous n'avons pas à les emprunter au Canada. Que nous empruntons aux États-Unis ou au Canada, il nous faut payer des intérêts. Si nous perdons les dollars américains que nous avons en réserve, notre bilan en dollars canadiens s'améliore et nous n'avons pas à emprunter l'équivalent sur le marché canadien.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'aimerais que le ministre réponde à ma question. Combien ces emprunts coûtent-ils en intérêts aux contribuables canadiens? Je soutiens qu'il s'agit de \$750,000 par jour, et j'aimerais que le ministre me reprenne si j'ai tort.

En ce qui concerne la création d'emplois, compte tenu du fait que le président Carter a laissé flotter le dollar américain, ce qui explique, dans une large mesure, pourquoi, au cours des 12 derniers mois, il y a environ 1 million de chômeurs de moins dans ce pays alors qu'au Canada, le nombre de chômeurs a augmenté de 100,000 au cours de la même période, le ministre des Finances pourrait-il dire à la Chambre pourquoi il ne pratique pas la même politique que les États-Unis, qui consiste à éviter de soutenir le dollar, de façon à stimuler les exportations grâce à la faiblesse même du dollar?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, les arguments du député ne sont pas très solides. Notre dollar était auparavant plus fort que le dollar américain, mais, depuis 18 mois, il est plus faible d'environ 12 points. Nous avons laissé flotter notre dollar, et, à l'heure actuelle, il se situe à environ 12 points de moins que le dollar américain. Nous l'avons donc laissé flotter, mais nous sommes quand même intervenus sur le marché pour nous assurer qu'il flottait de façon rationnelle. Nous avons eu recours à ce moyen pour compenser la trop faible entrée de capitaux au Canada depuis trois mois.

● (1142)

M. Broadbent: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances est le seul homme au monde capable de maintenir à la fois un dollar qui coule à pic et un dollar qui flotte. Quel tour de force! Abstraction faite des \$750,000 par jour qu'il jette par la fenêtre en frais d'intérêts, a-t-il lu, ou ses fonctionnaires lui ont-ils fait part d'un rapport établi par le gouvernement de l'Ontario qui souligne que chaque augmentation de 1 p. 100 des taux d'intérêts produit un effet négatif sur l'économie—et nous avons besoin de

stimulants pour créer des emplois—équivalent à environ un milliard de dollars? Dans l'affirmative, prendra-t-il des mesures en vue de mettre fin à toute nouvelle hausse des taux d'intérêts que les banques tenteront d'obtenir, comme elles l'ont déclaré?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, nous avons augmenté le taux d'intérêt de la Banque du Canada de 1 p. 100 au cours du mois dernier et effectivement la plupart des taux d'intérêt n'ont pas augmenté. Par exemple, monsieur le président, le taux d'intérêt sur les hypothèques n'a augmenté que d'un quart de point, alors que le taux de la Banque du Canada a augmenté d'un point. Pourquoi? Parce qu'il y a tellement d'épargnes disponibles au Canada à ce moment-ci qu'il y a de la concurrence entre les institutions et elles n'ont pas osé augmenter leurs taux d'intérêt autant que celui de la Banque du Canada, ce qui est très sain pour l'économie et, à mon sens, la proposition de l'honorable député ne tient pas, puisque l'augmentation du taux d'intérêt de 1 p. 100 de la Banque du Canada n'a pas été suivie par une augmentation proportionnelle des taux d'intérêt à l'intérieur du Canada.

[Traduction]

LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN—L'EFFET DES EMPRUNTS EN ALLEMAGNE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances, car je veux tirer les choses au clair. Ai-je bien entendu le ministre dire que l'argent était emprunté en Allemagne, que si on ne l'avait pas emprunté en Allemagne, il eût fallu l'emprunter au Canada et que cet emprunt réalisé en Allemagne n'avait absolument rien à voir avec la valeur du dollar canadien sur les marchés de change?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai dit que nous empruntons sur les marchés étrangers afin d'accroître la masse de devises américaines dans les réserves canadiennes. Quand nous perdons une partie de nos réserves, à la suite de spéculations ou d'autres causes, l'argent américain est transformé en argent canadien. Nous ne perdons rien, nous ne faisons que transformer les dollars américains en dollars canadiens sur les marchés de change. Notre réserve monétaire augmente d'autant et quand notre réserve est plus forte, nous ne sommes pas forcés d'emprunter autant sur le marché canadien.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, je suis content d'avoir obtenu cette explication, mais elle est exactement à l'opposé de ce que le ministre a répondu à la première question. Pourquoi le gouvernement n'emprunte-t-il pas au Fonds monétaire international, dont les taux d'intérêt sont inférieurs de 30 points à ceux du marché libre?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, nous empruntons du Fonds monétaire international lorsque nous avons épuisé tous nos crédits, et il est très évident, à ce moment-ci, que le crédit du Canada est très bon, non seulement aux États-Unis, mais même sur les marchés européens.